

Le Maire de la Commune du Lauzet

Du le décret du 13 août 1925 relatif à l'organisation  
des corps de sapeurs-pompiers

Du l'arrêté Préfectoral en date du 4 Novembre 1935  
autorisant la réorganisation de la subdivision de sapeurs-  
pompiers de la Commune avec un effectif qui ne pourra  
être inférieur à cinq hommes gradés compris.

Du la délibération du Conseil Municipal en date du  
17 Janvier 1935, engageant la Commune à subvenir pendant  
une période minimum de quinze années aux dépenses de la  
subdivision conformément aux prescriptions des art. 3 et 32  
du décret du 13 août 1925.

Sur la proposition du chef de la subdivision :

Arrête

- Art. 1<sup>er</sup>. La subdivision des sapeurs-pompiers de la commune  
du Lauzet est spécialement chargée du service de secours  
tant contre les incendies que contre les périls ou accidents  
de toute nature menaçant la sécurité publique.
- Art. 2. Le recrutement s'opère au moyen d'engagements  
volontaires d'une durée de cinq ans.
- Art. 3. Pour être admis dans la subdivision il faut adresser  
une demande écrite au chef de corps, l'admission est  
prononcée par le Conseil d'administration.
- Art. 4. Les postulants devront être Français, âgés de seize  
ans au moins et jouir de tous leurs droits civils; les  
postulants âgés de moins de vingt et un ans devront aussi  
fournir par écrit le consentement de leur père, mère,  
ou tuteur.
- Art 5. L'engagement de cinq ans est renouvelable.
- Art. 6. L'engagement ou rengagement se termine de  
droit quand le sapeur-pompier atteint l'âge de  
soixante ans.
- Art. 7. Sont sapeurs-pompiers qui sans motifs légitimes



viendra son engagement devra payer entre les amendes qui il aura encourues un dédit de trente francs.

Art. 8. Le chef de la subdivision prend toutes mesures et donne tous ordres relatifs au service ordinaire et aux services manœuvres ou réunions. Il doit au préalable en aviser l'autorité municipale.

Art. 9. Trois exercices ou manœuvres obligatoires auront lieu chaque année, le premier au mois d'Avril, le deuxième le 14 Juillet et le troisième le 11 Novembre.

D'autres réunions pour la vérification du matériel pourront avoir lieu sur l'ordre du chef de la 1<sup>re</sup> qui en fixera la date.

Art. 10. La tenue réglementaire est exigée pour les manœuvres et réunions.

Art. 11. Pour toutes les manœuvres, réunions etc. les rapports seront consignés par lettre.

Art. 12. Tout rapport manquant à une manœuvre ou réunion sans excuse reconnue légitime sera puni d'une amende de quinze francs.

Le refus d'acquiescer une amende entraînera l'exclusion du corps. Le produit des amendes servira aux besoins de la subdivision.

Art. 13. La commune de Lauzet accorde à la subdivision la somme annuelle de deux cent francs pour frais de manœuvres, réunions etc.

Art. 14. Le chef de la subdivision est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la connaissance en sera donnée à chaque rapportier au moment de son entrée en service.

Fait au Lauzet le 7 Avril 1936.

VU pour être annexé à l'arrêté préfectoral du 4 Novembre 1935.

Digne, le 22 avril 1936.

LE PREFET.

Le Maire de Lauzet

Le Maire de Lauzet



LE MAIRE



*[Signature]*